

Contrat de S

EXAD

...rnat cachet du point de vente

titulaire du contrat

Mme MILLE

N° de l'Opportunité

Titulaire du contrat

Province

KINSHASA

info@exadgroup.org

08188 22223

Pièces justificatives obligatoires au nom du titulaire

Exemption ICA

Historique

Cautions

N° Recu

Profil & Services

Malachite	Reflex	Staff & Roaming	Bussiness Data	Reflex Data Only	Zéro Dollars Contract	Monuc		
CUG	Data	Basket Bundle	Masquage	Roaming	Toll Free	Restr. Intern.	Bulk SMS	Autres

Utilisateur 1

Nom	Prénom
MUKASH	TONY

Cellulaire							ICCID																
0							8	9	2	4	3												F
Liste							Profil	Malachite	Reflex	Staff & Room.	Busin. Data	Reflex Data Only			Zero \$ contract				Monuc				
Deal							Services	CUG	Data	Basket Bundle	Masquage	Roaming	Toll Free	Restr. inter.	Usage Mensuel Estimé								

Utilisateur 2

Nom	12-000 SIMS (Voir la liste)	Prénom	BULIC SMS solution
-----	-----------------------------	--------	--------------------

Cellulaire								ICCID						<i>Liste à Terminer sur l'Appel par</i>									
0								8	9	2	4	3											F
Liste								Profil		Malachite	Reflex		Staff & Roam.		Busin. Data		Reflex Data Only		Zéro \$ contract		Monuc		
Deal								Services		CUG	Data	Basket Bundle	Masquage	Roaming	Toll Free	Restr. Inter.	Usage Mensuel Estimé						

Utilisateur 3

Nom	Prénom

Cellulaire								ICCID																
0								8	9	2	4	3												F
Liste								Profil	Malachite	Reflex	Staff & Roam.	Busin. Data	Reflex Data Only	Zero \$ contract	Monuc									
Deal								Services	CUG	Data	Basket Bundle	Masquage	Roaming	Toll Free	Restr. inter.							Usage Mensuel Estimé		

A

Utilisateur 4																				
Nom										Prénom										
Cellulaire										ICCID										
0										8	9	2	4	3						F
Liste				Profil		Malachite		Reflex		Staff & Roam.		Busin. Data		Reflex Data Only		Zéro \$ contract		Monuc		
Deal				Services		CUG		Data		Basket Bundle		Masquage		Roaming		Toll Free		Restr. Inter.		
Usage Mensuel Estimé																				

Utilisateur 5																				
Nom										Prénom										
Cellulaire										ICCID										
0										8	9	2	4	3						F
Liste				Profil		Malachite		Reflex		Staff & Roam.		Busin. Data		Reflex Data Only		Zéro \$ contract		Monuc		
Deal				Services		CUG		Data		Basket Bundle		Masquage		Roaming		Toll Free		Restr. Inter.		
Usage Mensuel Estimé																				

Déclaration et signature de contrat obligatoire

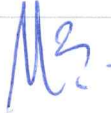
- I. Je certifie l'exactitude des informations ci-dessus et reconnais avoir pris connaissance et accepté les conditions générales et particulières des services au verso du présent contrat souscrit pour la durée d'engagement de 24 mois ou 12 mois et les conditions tarifaires en vigueur, N.B. : Tout faux renseignement contenu dans le présent contrat expose son auteur à des poursuites pour faux et usage de faux. Je m'engage à informer Vodacom Congo en cas de changement de mon adresse.
- II. Je reconnais avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation du réseau Vodacom, de celles de la gestion de la confidentialité ainsi que des conditions du Service M-Pesa et je reconnais aussi avoir été informé(e) que ces informations sont disponibles sur le site officiel de Vodacom Congo (RDC) SA. J'affirme ne pas être sanctionnée par les Etats Unis d'Amérique, les Nations Unies ou tout autre pays en raison de violations des standards internationaux sur les programmes de sanctions économiques, commerciales, scientifiques ou militaires ou de violation de l'interdiction du financement du terrorisme. Je déclare sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont sincères et exacts.
- III. La législation congolaise interdit au mineur d'âge de souscrire au service des télécommunications, à ce titre, le parent ou tuteur de ce dernier au nom de qui la carte SIM est enregistrée sera tenu responsable de l'utilisation qui en sera faite par le mineur. Dans ce cas, Vodacom décline toute responsabilité »
- IV. J'accepte que les informations collectées soient utilisées pour l'exploitation ou la promotion des services de Vodacom Congo RDC SA ou ceux de ses partenaires.

J'accepte de recevoir par courrier électronique (mail/sms) des informations commerciales sauf si je coche la case suivante : ☐

LE CLIENT

Nom MUKASH TONY

Fonction DG

Signature  Date 21/11/2023

POUR VODACOM

Nom _____

Fonction _____

Signature _____ Date _____



Conditions générales et particulières

V ACCOUNT

Raison sociale

Entre les soussignés : VODACOM CONGO (RDC) SA, société anonyme avec conseil d'administration au capital de 1.000.000 USD, immatriculée au RCCM CD/KIN/RCCM/14-B-3123 et à l'identification nationale 01-73N38762, dont le siège social est établi au 292, avenue de la Justice, commune de la Gombe, ici représentée par **Monsieur Khalil Al Amerani** agissant en qualité de Directeur Général, Ci-après dénommée « Vodacom », d'une part,

Immatriculée au Nouveau Registre de Commerce et de Crédit Mobilière sous le numéro et à l'identification nationale dont le siège social est établi à Kinshasa, sur l'avenue ici représentée par Monsieur Agissant en qualité de Directeur Général, Ci-après dénommée « Le Client », d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

1. CONDITIONS GENERALES

Les présentes conditions s'appliquent à la vente ou à la fourniture par VODACOM CONGO (RDC) SA de produits, services et offres pagées.

ARTICLE 1 – OBJET

VODACOM CONGO (RDC) SA fournit un service de radiocommunication publique selon les normes GSM (ci-après dénommées le « Service ») permettant au client se situant dans la zone couverte par le service au moyen d'une carte SIM à insérer dans un téléphone (compatible GSM 1800 ou 1800/900) acquis par le client.

En complément du service, VODACOM CONGO (RDC) SA peut fournir au client, disposant d'un téléphone compatible, des services optionnels (tels que le service d'itinérance, le non affichage du numéro, l'activation du fax et données ...).

ARTICLE 2 – SOUSCRIPTION DU CONTRAT DE SERVICE

2.1. Conditions (résolution)

Le contrat de service est conclu sous réserve de :

- La réception par VODACOM CONGO (RDC) SA du contrat de service dûment rempli et signé par le client et des pièces justificatives énumérées au recto, l'encaissement effectif par VODACOM CONGO (RDC) SA de la garantie de l'article 2.2.
- En cas de dossier incomplet, le client doit adresser les pièces justificatives manquantes au plus tard huit jours après la demande de VODACOM CONGO (RDC) SA.

2.1.1. Information à fournir

Le Client qui introduit une demande de contrat à Vodacom et/ou aux services supplémentaires est tenu de fournir à tout moment sur simple demande de Vodacom Congo, les documents suivants :

- Si le Client est une personne physique, il fournira tous les documents officiels nécessaires par Vodacom Congo pour conclure le contrat afin de prouver son identité.
- Si le Client est une personne morale ou une association de fait, il fournira :
 - Un exemplaire des statuts officiels publiés et de toutes les modifications parues qui y auraient été apportées.
 - Les documents officiels prouvant l'identité, le domicile ou le lieu de résidence permanent de la personne physique qui peut engager la société ou l'association de fait.
 - Tout document supplémentaire permettant à Vodacom Congo de vérifier les moyens financiers de la personne.

2.2. Garantie

2.2.1. En cas de dossier incomplet, ou encore en cas de souscription du moratoire avec VODACOM CONGO (RDC) SA, une avance sur consommation, ou un dépôt de garantie, ou encore une caution (ci-après dénommée indifféremment « Garantie ») dont les montants sont définis dans le guide des tarifs, devant être réglé à VODACOM CONGO (RDC) SA au moment de la souscription du contrat de service.

2.2.2. En outre, en cas de souscription d'un moratoire avec VODACOM CONGO (RDC) SA, le client pourra uniquement accéder à un forfait représentant les conditions sont définies dans le guide des tarifs.

2.2.3. VODACOM CONGO (RDC) SA se réserve la possibilité, en cours de contrat, de contacter le client pour lui demander le versement d'une garantie en cas de chèque déclaré irrégulier par un établissement bancaire, d'incident ou de retard de paiement, ou encore d'augmentation substantielle des consommations en cas de refus ou dans l'attente du paiement de cette garantie. VODACOM CONGO (RDC) SA peut suspendre la ligne du client.

2.2.4. Les sommes versées au titre de la garantie ne portant pas intérêt jusqu'à leur restitution. Sauf conditions particulières, l'avance sur consommation vient en déduction des sommes dues par le client, jusqu'à récupération totale de l'avance sur consommation. Le dépôt de garantie sera restitué dans un délai maximum d'un mois suivant l'extinction de la dette du client.

2.3. Mise en service

2.3.1. Sauf dispositions contraires et cas de force majeure, VODACOM CONGO (RDC) SA s'engage à attribuer un numéro

d'appel et à ouvrir l'accès au service, dès réception des documents cités à l'article 2.1 et, le cas échéant, de l'encaissement de la garantie.

2.3.2. L'émission d'appels vers et depuis l'étranger est accessible par option à la date d'activation de la ligne.

2.4. Modification du numéro d'appel afin de garantir la bonne utilisation des ressources en numération codées à VODACOM CONGO (RDC) SA, conformément à la réglementation des télécommunications et/ou en cas de changement du plan de numération nationale VODACOM CONGO (RDC) SA peut après avoir contacté le client, modifier le numéro d'appel et par conséquent l'éventuelle adresse e-mail comportant ce numéro.

2.5. Souscription/Modification du service ou des services optionnels. Après conclusion du contrat de service, le délai de mise en service pourra ne pas être immédiat, pendant cette période, le client pourra être contacté par le client dans le cadre de la garantie, sans indemnité à verser à l'abonné.

ARTICLE 3 – PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT DE SERVICE

Le contrat de service prend effet dès sa date de sa souscription pour une durée indéterminée avec une période initiale de vingt-quatre mois, sauf conditions commerciales particulières particulières fixées, une période d'essai. Cette période initiale peut être prolongée par le client dans le cadre de la souscription des offres particulières.

Le contrat de service peut être résilié à tout moment, par lettre ou par courrier avec accusé de réception, à l'issue de cette période moyennant un préavis de deux mois.

La résiliation du contrat de service entraîne la résiliation des services optionnels. En revanche, la seule résiliation des services optionnels n'entraîne pas la résiliation du contrat de service.

ARTICLE 4 – PRIX DU SERVICE

4.1. La promesse du logiciel intégré à la carte SIM n'est pas transmise au client.

4.2. Le client est responsable de l'utilisation et de la conservation de la carte SIM qui peut être remplacée par VODACOM CONGO (RDC) SA uniquement pour des raisons techniques ou, en cas de fraude, et sans frais s'il y a absence de fraude du client.

4.3. La délivrance par VODACOM CONGO (RDC) SA d'un code de déblocage de la carte SIM est fait aux frais du client. La manipulation successive de dix codes erronés entraîne un blocage définitif.

ARTICLE 5 – CARTE SIM

5.1. Le prix du ou des services(s) souscrit(s) et des frais est défini dans le guide des tarifs remis au client lors de la souscription du contrat de service et est susceptible d'évoluer, sans préavis avec effet immédiat.

En cas de hausse de prix du service, le client peut résilier le contrat par lettre avec accusé de réception dans un délai d'un mois suivant cette information. En cas de hausse de prix d'un service optionnel souscrit par le client, celui-ci peut résilier le service optionnel correspondant dans le même délai.

5.2. Les sommes dues par le client au titre du Service ou des services optionnels fournis exclusivement par VODACOM CONGO (RDC) SA comprennent :

Les frais de mise en service de la ligne et des services optionnels :

- Les frais d'accès périodiques ou l'abonnement aux services optionnels, perçus d'avance pour le ou les mois suivants ;
- Les redevances périodiques (redevance, incluant une quantité forfaitaire de communications décomptées en temps, actes, unités et/ou kilo octets) perçues d'avance pour le ou les mois suivants ;
- Pour le premier paiement, un prorata des frais d'accès périodiques et/ou de l'abonnement et/ou de la redevance périodique correspondant à la période écoulée entre la date de mise en service de la carte SIM ou du service optionnel et la date d'émission de la facture suivante ;
- Le montant des communications, décomptées en temps, actes et/ou kilo octets, non comprises dans les redevances périodiques ;

5.3. Toute connexion au réseau, après interruption ou suspension consécutive à une faute du client, pourra donner lieu à la facturation des frais de remise en service.

ARTICLE 6 – MODALITES DE PAIEMENT

6.1. Sauf conditions particulières, le client doit payer à VODACOM CONGO (RDC) SA le total des frais facturés périodiquement incluant, sans que cette énonciation ne soit exhaustive, les frais de connexion d'accès mensuel, frais d'appels et tous autres frais facturés ou mentionnés dans la grille des tarifs en vigueur, le prix de l'unité des accessoires, des frais d'installation avec toutes les assurances ou frais d'extension ou de garantie et de remise en service.

6.2. Les factures sont payables en monnaie ayant cours légal ou valeur libératoire au plus tard 5 jours suivant la date de facturation mensuelle selon le moyen de paiement retenu et facturé, le cas échéant, selon le guide des Tarifs, sans compensation ni déduction de quelque nature que ce soit.

6.3. VODACOM CONGO (RDC) SA facturera le client anticipativement et mensuellement s'agissant des frais de connexion et d'accès mensuel s'il lui plaît. VODACOM CONGO (RDC) SA se réserve le droit d'exiger le paiement intégral et par avance de ses factures en cas de suspicion de fraude ou de dissimulation d'informations à la signature du contrat de service.

6.4. L'abonné n'a aucun droit de compensation entre la garantie ou tout montant que la doit VODACOM CONGO (RDC) SA et tout montant qu'il doit ou pourrait devoir.

6.5. Tous les prix et frais énoncés dans la grille de tarifs n'incluent pas nécessairement la TVA, le pré-compte BIC ou autres taxes en vigueur et applicable aux prestations de VODACOM CONGO (RDC) SA. L'abonné sera seul responsable et devra s'acquitter de toutes les taxes qui pourraient venir à être édictées au cours et en évolution des présentes. Le règlement anticipé des factures ne donne lieu à aucun escompte.

6.6. Tout retard de paiement entraînera l'application d'une pénalité de retard égale à 15 % (calculés sur le montant de la facturation exprimé en devises). Tout retard d'un moyen de paiement sera facturé selon le guide des tarifs.

6.7. Dans les cas de l'article 2.2.3, VODACOM CONGO (RDC) SA peut faire venir la date des factures après avoir contacté le client ou demander à tout moment le paiement des sommes dues.

6.8. Le client délègue VODACOM CONGO (RDC) SA en paiement des sommes dues aux éditeurs de contenus au titre de la consultation ou de l'utilisation de leurs services.

6.9. Le compte informatisé ou un certificat signé par un directeur, un comptable ou officier de compte de VODACOM CONGO (RDC) SA mentionnant la somme due par l'abonné sera considéré comme définitif et approuvé s'il n'y est fait opposition endéans les quarante-huit heures des sa réception et l'abonné est réputé avoir renoncé à contester la qualité de son signature.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

7.1. Les informations recueillies par VODACOM CONGO (RDC) SA sur l'abonné bénéficient de la protection de la loi-cadre sur les télécommunications N° 013/2002 du 16 octobre 2002 et un devoir de confidentialité de celles-ci se fera auprès de VODACOM CONGO (RDC) SA conformément et dans les limites de ces dispositions.

7.2. Sauf opposition du client, VODACOM CONGO (RDC) SA peut utiliser les informations le concernant pour l'exploitation ou la promotion de ses services ou de ceux de ses partenaires et/ou les communiquer à des instituts de sondages, d'étude de marché et/ou à des sociétés partenaires.

7.3. En cas d'impayé ou de déclaration irrégulière, les informations relatives au client sont en liste noire à une agence de recouvrement afin d'être inscrite dans le fichier géré par ce dernier et accessible aux opérateurs et sociétés de commercialisation du service GSM.

7.4. L'utilisation par le client d'un service de localisation nécessite le traitement par VODACOM CONGO (RDC) SA et le cas échéant, l'éditeur du service des données de localisation géographique et d'identification du téléphone.

La durée de la conservation de ces données est strictement limitée au temps nécessaire pour assurer la fourniture du service, sauf disposition légale contraire.

7.5. Tout appel vers le numéro court du service clientèle de VODACOM CONGO (RDC) SA est automatiquement identifié par ce dernier. Si le client ne souhaite pas être identifié, il doit contacter le service clientèle en composant un autre numéro indiqué dans le guide pratique.

7.6. Lors d'un appel émis par le client, son numéro de téléphone apparaît automatiquement sur le téléphone de son correspondant, si ce dernier dispose du service correspondant. A l'exception des numéros d'urgence, le lien peut supprimer cette fonctionnalité, soit par appel par appel, soit par l'option Non affichage du numéro aux conditions fixées dans la grille des tarifs de VODACOM CONGO (RDC) SA.

VODACOM CONGO (RDC) SA n'est pas responsable de l'utilisation éventuelle ou numéro qui pourrait être faite par le correspondant du client. Le client doit utiliser les numéros reçus exclusivement à des fins privées et s'interdit de constituer des fichiers.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITES DE VODACOM CONGO (RDC) SA

8.1. VODACOM CONGO (RDC) SA s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la permanence, la continuité et la qualité du Service dans les limites de son système, de la topographie, des immeubles, tunnels, conditions atmosphériques et autres causes d'interférence, et souscrit à ce titre une obligation de moyen et non de résultat.

Dans les cas des articles 8.3 à 8.5, le client ne pourra bénéficier d'aucun dédommagement. 8.2. Le Service et/ou les services optionnels peuvent être perturbés sans que VODACOM CONGO (RDC) SA soit tenue de réparer les dommages subis par le client, en cas de force majeure ou d'intervention d'intervenants, d'indisponibilité d'extension de continuité ou de sécurité du réseau de radiocommunication entraînant une interruption du Service et/ou des services optionnels ou une dégradation momentanée du système dégradant la qualité de service.

8.3. La responsabilité de VODACOM CONGO (RDC) SA ne peut pas être engagée :

- En cas de perturbation ou d'indisponibilité locale due aux aléas de propagation d'ondes électromagnétiques ;
- En cas de mauvaise utilisation par le client du Service et/ou des services optionnels et/ou de la carte SIM ;
- En cas d'utilisation du service et/ou des services optionnels par une personne non autorisée consécutive à une faute du client ;
- En cas d'indisponibilité ou de mauvais fonctionnement du téléphone non fourni par VODACOM CONGO (RDC) SA utilisé par le client avec le service ;
- En cas de non fonctionnement du service avec un téléphone volé ;

8.4. Le client qui accède au service ou aux services optionnels (notamment l'itinérance internationale, le non affichage du numéro, etc.) accepte la responsabilité des performances techniques et des temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des données.

V. optionnels telle que la pratique du publipostage sauvage (SPAM) ou encore l'envoi de messages de nature à entraîner un nombre imposant de réponses qui pourrait mettre en péril la sécurité et/ou la disponibilité des serveurs et du réseau de VODACOM CONGO (RDC) SA. Cette dernière s'efforce d'empêcher des telles pratiques, y compris lorsqu'elles sont le fait d'un tiers.

Les échanges de données peuvent être réglementés en termes d'usage ou être protégés par un droit de propriété dont chaque utilisateur, auteur ou diffuseur est responsable. Les données qui circulent sur le réseau ne sont pas protégées contre des détournements éventuels et l'utilisation du service peut comporter des risques d'intrusion ou de contamination par des virus contre lesquels il appartient au client de se protéger.

Dans ces hypothèses, VODACOM CONGO (RDC) SA n'est pas responsable des dommages causés au terminal ou aux données qui contiennent.

8.5. Tout préjudice indirect ne pourra donner lieu à aucune indemnisation de la part de VODACOM CONGO (RDC) SA.

ARTICLE 9 – VOL, PERTE DE LA CARTE SIM

9.1. Tous risques de perte ou de manque à gagner relatif aux appareils cellulaires ou à la conclusion du contrat de service sont à charge exclusive de l'abonné qui s'y engage.

9.2. En cas de vol ou de perte, le client doit immédiatement informer VODACOM CONGO afin que sa ligne soit mise hors service et lui adresser une lettre contre accusé de réception confirmant le vol ou la perte.

9.3. En cas de contestation, la mise hors service sera présumée avoir été effectuée à la date de réception par VODACOM.

que du Code Pénal Congolais en ses arts 147 et suivants ("Lois ABC");

susceptible d'amener l'autre partie à enfreindre les Lois ABC :
1.3 Ne pas offrir, promettre, donner, demander, convenir ou recevoir, directement ou indirectement, de la part de quiconque, un avantage indu, et notamment le recours à des paiements de facilitation et :

2. Le partenaire est tenu d'informer rapidement Vodiacom BDC.

par écrit, des violations réelles, suspectées, alléguées ou tentées par lui de la présente clause ou des Lois ABC en vigueur (qu'il s'agisse d'une enquête ou d'une procédure dont il a connaissance ou non) (une "violation éventuelle"). Il est

tenu de répondre immédiatement et intégralement, à ses propres frais, aux demandes d'information, de documentation et de données de Vodacom RDC liées à une violation éventuelle.

3.1 Reconnu coupable des délits de subornation, de corruption ou de fraude :

3.2. Faire l'objet d'une allégation et d'une enquête en matière de fraude, de pots-de-vin ou de corruption de la part des autorités judiciaires, gouvernementales, administratives ou réglementaires;

4. Le partenaire s'engage pour la durée du présent contrat.

4.1 Aucun individu associé ni aucune autre personne détenant un intérêt financier envers le partenaire n'est un fonctionnaire ou un membre de famille proche d'un fonctionnaire;

4.2 Le partenaire ne pourra accorder aucun avantage, de quel que nature que ce soit, à un fonctionnaire, en rapport avec les produits et les services offerts dans le cadre du présent contrat, sans : (i) l'autorisation préalable par écrit de Vodacom RDC ; ainsi que : (ii) la présentation à Vodacom RDC de la facture précisant la nature du coût ou des frais ;

4.3 Ne pas sous-traiter les services ou ne pas proposer à qui conque un quelconque intérêt dans le présent contrat, sans l'accord écrit préalable du Vodacom RDC;

4.4 Le partenaire ne devra faire aucun paiement en liquide à un tiers en rapport avec les services à fournir dans le cadre du présent contrat, sans l'autorisation écrite préalable de Vodafone RDC.

5. Chaque partie est tenue d'indemniser et de préserver l'autre partie ainsi que ses associés contre toutes les pertes que l'autre partie est susceptible de subir en raison d'une violation de la présente clause. »

6. Le partenaire ainsi que ses associés se doivent de conserver des dossiers complets attestant du respect de ses obligations, dans le cadre du présent contrat (les "dossiers"), de les con-

server pendant dix ans et d'autoriser Vodafone RDC ainsi que ses représentants à inspecter et à copier ces dossiers ainsi qu'à inspecter les équipements et les locaux en question. Dans chaque cas, une telle offre d'information, d'accès ou d'inspection doit : (a) faire l'objet d'un préavis de temps raisonnable ; et (b) faire l'objet des dispositions appropriées pour garantir que les obligations de confidentialité auxquelles le partenaire est tenu envers les tiers sont préservées.

7. Chacune des parties peut mettre fin au présent contrat à n'importe quel moment, sans responsabilité vis-à-vis de l'autre

partie, en lui adressant un avis écrit (ledit avis prenant effet immédiatement) si cette dernière enfreint les lois en vigueur en matière de pots-de-vin et de corruption. Si la résiliation par une partie et en vertu de la présente clause est jugée assimilable à une répudiation ou à quelque autre résiliation abusive, l'avis de résiliation délivré sera réputé être un avis de résiliation pour convenance.

8. Chacune des parties pourra dénoncer l'énoncé des travaux

entièrement ou partiellement à n'importe quel moment, sans responsabilité vis-à-vis de l'autre partie, en lui adressant un avis écrit (ledit avis prenant effet immédiatement) si cette dernière en freine les lois en vigueur en matière de poise-sein et de

corruption. Si la résiliation par une partie et en vertu de la présente clause est jugée assimilable à une répudiation ou à quelque autre résiliation abusive, l'avis de résiliation délivré

4. CONFORMITE AUX SANCTIONS ET MESURES DE COMMERCE

Chaque partie devra, dans le contexte de ce service

④ Se conformer à toutes les lois et réglementations relatives aux sanctions économiques, commerciales et financières, les embargos, ou mesures restrictives.

ainsi que les lois et réglementations relatives aux mesures de administrées (Sanctions).

contrôle de commerce (Lois sur les mesures de contrôle de commerce) édictées ou appliquées par les gouvernements du Royaume-Uni, l'Union Européenne, des Etats Unis d'Amérique et de tout autre pays qui peut être concerné.

(ii) Ne rien faire en connaissance de cause qui puisse causer l'autre partie ou les membres de son Groupe de violer les

(ii) Prouvoir à l'autre partie toute assistance, documentation et information qu'elle peut raisonnablement demander, y compris mais pas limité à l'information sur le client final, la destination ou l'usage attendu des produits et services.

(iv) Notifier l'autre partie par écrit, aussitôt qu'elle prend connaissance d'une investigation/violation existante ou

potentielle en relation avec les lois applicables ou tout changement matériel dans le statut de n'importe lequel des parties à ce contrat concernant :

- Le statut des Sanctions, exemple : l'inclusion dans une liste des sanctions de toute juridiction concernée (tel que stipulé dans § ci-haut);

- Le statut de la License ou de l'autorisation, exemple : une perte de la License/ autorisation en

(vi) Avoir droit de demander dédommagement pour toute perte ou préjudice subi à la partie qui a ou a eu la responsabilité de la conduite.

* EXA

100

10

CONFIDENTIAL

CM/15-B

